

GRUPE INITIATIVE AFRIQUE

INTÉGRATION OU... DÉSINTÉGRATION ?



**COMMENT REFONDER LA DYNAMIQUE DE
L'INTÉGRATION RÉGIONALE EN AFRIQUE**

Cette quatrième conférence internationale, d'où sont issues les recommandations qui suivent, a été dédiée à la mémoire des deux très regrettés amis et membres éminents du GROUPE INITIATIVE AFRIQUE, les Professeurs Philippe HUGUON et Yoro FALL, qui ont été chacun d'importants inspirateurs de la conférence.

GROUPE INITIATIVE AFRIQUE (GIAf) est un cercle de réflexion panafricain indépendant qui vise à rassembler des leaders des différents secteurs de la société africaine animés de l'envie d'initier les ruptures nécessaires pour faire véritablement bouger les choses, pour un meilleur avenir de l'Afrique.

Depuis sa création en 2011 le GIAf a organisé trois grandes conférences internationales à Yamoussoukro: « Jeunesse africaine : "bombe à retardement" ou opportunité historique ? » (2014), « Comment renforcer l'efficacité de l'État en Afrique » (2012) et « Paix, Croissance Économique et Développement solidaire : quelles mutations structurelles sont nécessaires ? » (2011). Les informations sur le Groupe et les recommandations sont disponibles sur www.initiative-afrique.org

Cette quatrième conférence internationale a réuni à Yamoussoukro en septembre 2017 sur deux jours et demi une cinquantaine de personnalités de haut niveau, originaires du monde de la politique, de l'armée, de l'entreprise, de l'université et de la société civile incluant des représentants de la jeunesse.

C'est en croisant l'ensemble de ces angles d'analyse, qu'ont été établies ces recommandations qui doivent faciliter les prises de décision des décideurs publics, privés et des acteurs de la société civile à qui ce document est destiné.

GROUPE INITIATIVE AFRIQUE tient à remercier les sponsors qui ont permis de financer la conférence et les partenaires qui ont contribué à enrichir son contenu, notamment le CIAN (Conseil Français des Investisseurs en Afrique).

PLAN DU DOCUMENT

LISTE DES PARTICIPANTS	05
CHAPITRE 1	10
L'impératif sécuritaire de l'Intégration Régionale en Afrique	
• En matière de « conflits » :	10
l'intégration se renforce mais ne règle pas tous les problèmes	
• Recommandations :	11
• Les enseignements de la situation au Mali	11
• G5 Sahel	12
CHAPITRE 2	13
L'impératif économique de l'Intégration Régionale en Afrique	
• Le soubassement des crises :	13
un problème politique et économique	
• Dans tous ces cas, la solution passe par la régionalisation :	15
CHAPITRE 3	18
Comment renforcer la crédibilité des dispositifs d'intégration africains ?	
1 - Des résultats économiques qui se font attendre	18
2 - Des blocages à bien analyser	18
3 - Cinq mesures pour insuffler une nouvelle dynamique	20
CHAPITRE 4	24
Application à la CEDEAO : recommandations pour un plan d'action	
1 - La CEDEAO : une région qui agit et qui avance	24
2 - Mais des résultats économiques insuffisants pour inverser la courbe de pauvreté	25
3 - La CEDEAO devant 5 choix stratégiques décisifs :	26
CHAPITRE 5	35
Recommandations pour renforcer l'insertion de l'Afrique dans la mondialisation	
1 - Les enseignements :	35
un manque de concertation et de confiance en soi	
2 - Reprendre confiance dans la dynamique du modèle d'intégration	36
3 - Un changement d'attitude est nécessaire :	36
4 - Pour une nouvelle approche des négociations internationales	37
CONCLUSION	38

LISTE DES PARTICIPANTS à la conférence (et à sa préparation : excusés)

ACOUETHEY, Didier • <i>Président de Africsearch, Vice- Président GIAf</i>	Togo
AHODODE, Jose Herbert • <i>Représentant National au Benin des Cercles de Réflexion sur la jeunesse (ONG CNRJ)</i>	Benin
BANNY Charles Konan - Excusé • <i>Ancien Premier Ministre, ancien Gouverneur de la BCEAO, Président Groupe Initiative Afrique</i>	Côte d'Ivoire
BAT, Jean Pierre • <i>Ministère des Affaires Etrangères</i>	France
BERTRAND, Joël • <i>Consultant, ancien directeur de Centres Culturels Français</i>	France
BOUQUET, Christian • <i>Professeur émérite, géographe politologue</i>	France
CISSE, Lamine • <i>Général 2 étoiles, consultant pour le PNUD</i>	Sénégal
COTE, Elizabeth • <i>IFES Chief of Party in Nepal</i>	Canada
COULIBALY, Mamadou - Excusé • <i>Président du Conseil National du Patronat du Mali (CNPM), Président du groupe KLEDU</i>	Mali
DE SOUZA, Marcel • <i>Président de la Commission de la CEDEAO</i>	Benin
DEBRAT, Jean Michel • <i>Directeur Général d'AfricaFrance</i>	France
DESPOIU, Lucian • <i>Fondateur de Majoritas</i>	Roumanie
DIEYE, Cheick Tidiane • <i>Directeur Exécutif d'ENDA CACID</i>	Sénégal
EKPE, Arnold - Excusé • <i>Ancien PDG du groupe ECOBANK</i>	Nigeria

EKRA, Franck Hermann • <i>Critique d'art, analyste politique</i>	Côte d'Ivoire
EKRA, Jean Louis • <i>Directeur de Globeleq, ancien Président de AFREXIMBANK</i>	Côte d'Ivoire
FOFACK, Hyppolite • <i>Chef Economiste d'AFREXIMBANK</i>	Cameroun/Egypte
FOFANA, Aïcha • <i>Pilote de la Recherche chez Global Integrity</i>	Côte d'Ivoire
GAKUSI, Albert- Eneas • <i>Evaluateur en chef d'IDEV-ADB (BAD)</i>	Rwanda/Côte d'Ivoire
GINIES, Paul • <i>Consultant international éducation, nouvelles technologies, développement</i>	France
GOMIS, Souleymane - Excusé • <i>Professeur Sociologue</i>	Sénégal
GUIGOU, Jean Louis • <i>Président de l'IPMED</i>	France
HUGON, Philippe - Excusé • <i>Professeur émérite</i>	France
HUTTON-MILLS, Jason • <i>CEO de Masilton Group</i>	Ghana
JACQUEMOT, Pierre • <i>Ancien Ambassadeur de France au Kenya, Ghana et RDC, Président du GRET</i>	France
KAMBALA, Olivier • <i>Consultant Etat de Droit et Justice de la Transition</i>	RDC/Afrique du Sud
KOFFI, Léon • <i>Président de Atlantic Financial Group, Afrique Centrale et de l'Est</i>	Côte d'Ivoire
KOUASSI, Hyacinthe • <i>Conseiller Principal à l'AfDB</i>	Côte d'Ivoire
LEBLOND, Aïssatou • <i>Membre du Conseil de Surveillance et Directeur Exécutif - M&A CAPITAL - M&A VENTURES</i>	Sénégal

LECLERC, Bruno • <i>Directeur général de l'AFD Côte d'Ivoire</i>	France
LOUM, Lamine - Excusé • <i>Ancien Premier Ministre</i>	Sénégal
MBAYE, Carlos (Ambassador) • <i>Représentant permanent à la Commission de la CEDEAO en Côte d'Ivoire</i>	Sénégal
MBONGUE, Thierry –Alain • <i>Directeur régional pour l'Afrique de l'Ouest et Centrale Francophones -AFREXIMBANK</i>	Cameroun
MEHOU, Guy • <i>Chef de division Etudes - BOAD</i>	Togo
NIAKATE, Haby • <i>Journaliste (Le Monde, OJII)</i>	France/Côte d'Ivoire
NUBUKPO, Kako - Excusé • <i>Directeur de l'Economie numérique à l'OIF, ancien Ministre de la Prospective du Togo</i>	Togo
ONIKEKU, Qudus - Excusé • <i>Danseur chorégraphe</i>	Nigeria
OUATTARA, Wautabouna • <i>Directeur Général de l'Intégration Régionale, Ministère de l'Intégration Africaine</i>	Côte d'Ivoire
PATRON, Martine • <i>Directrice de l'ASMU</i>	Côte d'Ivoire
PEMBOURA, Aicha • <i>Enseignante-chercheuse spécialisée dans les questions militaires</i>	Cameroun
PEYROU, Pascal • <i>Secrétaire Général de Groupe Initiative Afrique (GIAf)</i>	France
ROUSSY, Caroline • <i>Professeur d'Histoire, Institut des mondes africains</i>	France
SALL, Alioune • <i>Professeur spécialisé dans la prospective, Directeur de l'Institute of Africa Futures</i>	Afrique du Sud

SARR, Bassirou (Cheickh) • Ancien ministre, ancien député	Sénégal
SIDIBE, Modibo • Ancien Premier Ministre	Mali
SY, Ousmane - Excusé • Président du conseil de ARGA, ancien ministre	Mali
TAHI, Fabrice • Economiste, Chef de division Intégration régionale - BOAD	Togo/ Côte d'Ivoire
THIA-LABI, Anthony • Chef de Projet chez HALLIBURTON	Côte d'Ivoire
TRAORE, Néné - Excusée • Membre de l'Office Central de lutte contre l'enrichissement illicite	Mali
YABI, Gilles (Dr) • Economiste et analyste politique, Président de WATHI	Benin
YOMAN, Ginette-Ursule • Managing Partner, Victorys	Côte d'Ivoire
YOUSSOUFA, Estelle • Consultante en Affaires internationales	France

RÉSUMÉ DES PRINCIPALES CONCLUSIONS

Pour traiter les grands problèmes qui se posent aux pays africains, en matière de sécurité, mais aussi, d'éducation, de santé, d'infrastructures, de transport, etc., **l'échelon national est de moins en moins pertinent**. C'est encore plus vrai pour le développement d'entreprises locales de transformation, comme l'agro-industrie notamment, qui offre les meilleures perspectives de créations d'emploi pour la jeunesse. **Le niveau régional apparaît même comme le seul réaliste pour parvenir à une véritable émergence.**

Ce changement d'échelle indispensable à la transformation de l'économie vers l'industrialisation doit s'accompagner d'un **changement profond de modèle économique**. Il s'agit de passer de **sociétés** dont le **moteur est essentiellement basé sur la rente**, associée à une forte corruption, à un modèle basé sur **l'entreprise, l'investissement et l'activité productrice**. Il faut pour cela lever les blocages liés à la rente, encourager les initiatives, appuyer les entrepreneurs, faciliter les échanges et développer le marché économique endogène.

Pour transformer la région en véritable « force » économique l'architecture générale de l'intégration doit **être simplifiée** et les **structures régionales pertinents renforcées**. Pour jouer leur rôle de pôle d'organisation, **5 mesures sont essentielles** à leur efficacité et leur crédibilité, au plan interne comme au plan international.

Appliquées à la **CEDEAO**, ces mesures conduiraient à un futur prometteur sous réserve cependant d'opérer **5 choix décisifs**, à propos desquels des **recommandations précises** ont été faites.

Face à ces défis, des opportunités considérables se présentent à l'Afrique. Les saisir impliquerait cependant un **changement d'attitude dans la manière de négocier l'insertion de l'Afrique dans la mondialisation**.

L'IMPÉRATIF « SÉCURITAIRE » DE L'INTÉGRATION RÉGIONALE EN AFRIQUE

L'urgence **au plan sécuritaire** se manifeste de façon bruyante à travers **de multiples et inquiétants symptômes sur l'ensemble du continent** : des guerres civiles, du crime organisé transnational, de la pauvreté, de l'urbanisation sauvage, des déficits alimentaires, des questions environnementales, de la mal gouvernance, de la résurgence des extrémistes religieux et culturels, et de l'ethnisme.

Tout cet ensemble s'accompagne du non-respect des droits humains, et de la non application des règles universelles de la démocratie qui aboutissent à une insécurité quasi permanente, et à une absence de paix durable.

Une analyse de l'ensemble de ces enjeux et de leur mode de gestion laisse apparaître la **prédominance d'un besoin absolu de sécurité au sens large**, incluant : gestion des conflits, éducation, santé, emploi.

EN MATIÈRE DE « CONFLITS » : L'INTÉGRATION RENDUE NÉCESSAIRE SE RENFORCE MAIS NE RÈGLE PAS TOUS LES PROBLÈMES

Dans le domaine de la sécurité, on constate **un processus d'intégration déjà bien avancé, avec des résultats non négligeables**. La situation sécuritaire reste cependant extrêmement sérieuse et sa dégradation continue **inquiétante**.

L'Union Africaine a fait de bonnes choses dans ce domaine mais elle est dépassée par l'ampleur des conflits face à la modestie de ses moyens. Le **principe de subsidiarité** à partir de la théorie des cercles concentriques, **avec prises en charge par les communautés économiques régionales (CER)** ou par des regroupements de pays ad hoc, **a bien fonctionné** dans beaucoup de cas (récemment la Somalie et la Gambie). Les Africains peinent cependant à organiser **des opérations durables et de grande envergure** et doivent pour cela pouvoir **faire appel à des partenaires extérieurs**, également concernés par des **conséquences désormais de portée mondiale**.

RECOMMANDATIONS

- Mettre en place - à l'instar de ce qui se fait en Europe avec l'OTAN- **une « culture stratégique africaine »** qui intégrerait mieux l'aspect **prévention**.
- **Susciter un leadership fort de quelques pays**, qui seraient moteurs de cette stratégie et faciliteraient l'émergence d'une Afrique forte, plus confiante en elle.
- **Amoinrir progressivement la dépendance financière excessive de l'UA** (faire aboutir les solutions de financement complémentaires à l'étude).

LES ENSEIGNEMENTS DE LA SITUATION AU MALI

En matière de sécurité militaire et de développement **le socle, c'est l'État** et sa capacité à faire sa place à la société civile. Ceci est également valable pour l'éducation et la santé.

Or l'État a manqué de leadership et semble absent dans les régions aux yeux de la population : « On a volé mon troupeau ! Où est l'État, il n'y a pas d'État !? »

L'accord de paix devait être construit sur la base d'un « **dialogue national** » qui n'a pas eu lieu. C'est regrettable car les **constructions endogènes** établies ainsi sont les plus solides et **doivent être respectées par les partenaires extérieurs**.

Ce conflit militaire n'est pas de type classique et on doit adapter la réponse à un « ennemi qu'on ne voit pas » : développer la **capacité de riposte** et surtout bâtir des alliances solides pour maîtriser la clé, **le « renseignement »**, notamment spatial. Les Occidentaux, qui disposent de drones, **ne communiquent pas assez leurs informations et il faut renforcer la solidarité et le partage** : dans ce domaine il n'y a pas de renseignements « inutiles » !

Également **attention en matière de communication** de ne pas faire le jeu de l'ennemi dont l'objectif est de répandre la terreur : mal maîtrisée, sans suffisamment de concertation, elle est dangereuse et affaiblit les actions...

Les Africains devraient se valoriser davantage et prendre plus le leadership pour faire valoir leur point de vue, souvent plus judicieux sur leur propre terrain.

G5 SAHEL

C'est une très importante mutualisation de moyens, **cruciale pour la sécurité de la région.**

Le retard constaté dans la mise en œuvre est **dangereux**. L'État islamique se regroupe aujourd'hui sur la région et les trafics d'armes et de drogues se renforcent: **le temps est compté** face à un ennemi qui s'intègre régionalement et **s'enracine en l'absence de l'État** dans les régions (150 écoles sont actuellement fermées !).

Le climat de « confiance » entre partenaires du Sud et du Nord doit absolument se renforcer. **Un plan de financement clair et évolutif** est à établir avec surtout des **décassements plus rapides !** (qui pourront être suivis d'évaluations postérieures.)

Une meilleure **coordination avec la CEDEAO** est aussi souhaitable pour créer une force suffisante et reprendre véritablement la main au niveau de la région.

Enfin cette **opération G5 Sahel a ses limites**. Elle n'est pas pensée comme une opération de sécurité au quotidien. Elle ne peut répondre à l'ensemble des problèmes de fond concernant la sécurité en général qui suppose d'en approfondir davantage les causes.

L'IMPÉRATIF « ÉCONOMIQUE » DE L'INTÉGRATION RÉGIONALE EN AFRIQUE

L'intégration régionale en Afrique est aujourd'hui un impératif qui s'impose aussi bien au niveau de la gestion des conflits que de la nécessité économique (ces deux aspects touchant à la sécurité des gens entendue au sens large, couvrant les besoins élémentaires de sécurité, d'éducation, de santé, d'emploi -qui deviennent explosifs).

LE SOUBASSEMENT DES CRISES : UN PROBLÈME POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE

Une insatisfaction grandissante

C'est l'**insatisfaction des jeunes**, créée par la pauvreté urbaine qui ne diminue pas, et la fracture sociale qui s'accroît. Elle mène les plus violents, humiliés de voir leurs parents incapables d'assumer leurs propres besoins de santé, révoltés par un sentiment d'injustice profonde, à basculer dans la délinquance.

La **désillusion par rapport à l'école** est grande : l'éducation de base est de mauvaise qualité, les doctorants ont un niveau très faible (même en Côte d'Ivoire 50% de la population est illettrée).

C'est aussi le **développement de l'économie grise**, la question de la drogue présente aujourd'hui même dans l'intérieur des pays. S'ajoute le fléau des faux médicaments au niveau de toute la région, lié au trafic de drogue.

Mais le problème essentiel, **le motif principal de la frustration, c'est l'emploi** qui concerne 80% de la jeunesse. Ainsi pour la grande majorité, **l'émergence dont on leur parle ne vient pas**. Eux aussi voudraient « émerger » et leur exaspération face à une presse souvent inféodée grandit, ainsi que leur besoin de s'en remettre à des leaders porteurs d'espérance et plus ou moins crédibles...

L'État dans l'impasse

La question fondamentale, le socle qui devrait permettre de concilier sécurité, éducation et santé, c'est l'État. Or on constate, quasi généralement, **une insuffisance de l'État**.

Il faut reconnaître qu'elle est en partie due aux ravages de la politique d'ajustement structurel, qui a contribué à couper les « racines de l'avenir » : la santé et l'éducation !

Mais elle est **également liée à de vrais problèmes de gouvernance. L'ennemi absolu, c'est la corruption**, facilitée par la multiplication des projets **sans stratégie véritable** - sinon celle de drainer des financements qui nourrissent la rente - combinée à **un modèle économique insuffisant** pour couvrir des besoins grandissants : des recettes fiscales qui ne dépassent pas 20% du PNB et une économie de rente, dont la croissance ne permet pas de créer suffisamment d'emplois.

Des perspectives sombres

On est **dans un cercle vicieux** où perte de crédibilité des dirigeants et exaspération de la jeunesse se renforcent l'une l'autre. Le double discours parfois tenu par les élites et l'impression de trahison vécue par une majorité, laisse une place vacante à un discours audible, valorisant discipline et justice sociale, porté par le salafisme dont la frontière avec le terrorisme reste ténue. D'où les métastases que l'on observe, jusqu'à la guerre. Et là où il y a la guerre, il n'y a plus de développement !

Mise en perspective, cette situation est encore plus inquiétante : au Niger par exemple en 2015, 243 000 jeunes sont arrivés sur le marché du travail et l'ANPE locale en a suivi 1500... Dans 20 ans ils seront 570 000 ! **D'où viendront les emplois de demain ?**

DANS TOUS CES CAS, LA SOLUTION PASSE PAR LA RÉGIONALISATION :

Un modèle pour en sortir existe, mais, comme pour le plan militaire, il impose un développement efficace de l'échelon régional!

Le moteur du modèle

C'est le **déploiement de l'entreprise africaine** qui par nature est orientée vers le développement, qui la porte à l'espace régional (dans un contexte général de forte dynamisation de l'ensemble de la société civile).

Les ambitions de l'entrepreneur africain d'aujourd'hui sont ainsi résumées par l'une d'entre eux : « Il faut échanger des produits industriels. Si on transforme, il y aura de l'intégration régionale et le mélange des populations se fera naturellement. Notre entreprise pense régional, je veux des marques locales avec des ambitions internationales. Une fois atteint le stade de la cotation sur les bourses régionales, les Africains du monde entier seront les premiers à investir sur ces bourses! »

Il existe partout beaucoup d'initiatives de ce type, **beaucoup de dynamiques sont à l'œuvre**, mais elles ne sont pas encore bien connues et reliées entre elles.

Des pionniers comme les Dangote et Tony Elimelu par exemple, avec leur fort engagement personnel sur ce sujet, contribuent à valoriser cette image positive de champions du processus, qu'il faut encore amplifier.

Le cadre est à construire

Si le **renforcement de l'industrialisation** nécessaire pour développer l'emploi, est l'objectif naturel, **le cadre régional en est le passage obligé**, pour amortir les investissements en échangeant les produits industriels.

D'où l'évidence de la stratégie du développement d'un marché régional, dans un premier temps principalement par import-substitution sélective à travers le développement d'un tissu industriel local et parvenant progressivement, par effet d'apprentissage et d'échelle, au niveau de productivité suffisant pour affronter les marchés mondiaux.

Le temps est venu d'accélérer ce processus car le mouvement est aujourd'hui véritablement enclenché et l'effet d'imitation sera de plus en plus fort, la spécialisation se faisant d'elle-même.

Un énorme potentiel existe

Le **marché africain représente le marché potentiel le plus important au monde** en terme de besoins à satisfaire, de richesses potentielles de sol et de sous-sol, de gains de productivité à réaliser. Mais il reste à construire : voici le projet crédible pour l'ensemble de la population.

Certes il faudra « bosser », mais c'est un horizon exaltant, notamment pour les jeunes.

Cela prendra un temps incompressible pour y parvenir car il s'agit d'un processus : il faut l'accélérer le plus rapidement possible et rester constant à le faire advenir.

L'État obligé de se réformer, dans son propre intérêt

Ces dynamiques endogènes d'entreprises à vocation régionales (les futurs Champions qui entraînent dans leur sillage tout un ensemble de PME) doivent être bien identifiées car elles sont l'avenir de l'emploi. Elles doivent être **facilitées et accompagnées par les politiques publiques**, visant des effets de synergies notamment en matière d'investissements et d'infrastructures, car « dès qu'on construit une route, les dynamiques se créent ! »

Les réformes fiscales devront accompagner le mouvement du passage d'une économie primaire et majoritairement d'importation à un modèle plus orienté sur la production et la transformation locale. Cela implique de taxer les rentes (immobilières notamment).

Les États auront un rôle important à jouer pour **protéger « pendant un temps » certaines industries naissantes et en revanche pousser** les industriels qui se contenteraient de percevoir de la rente **à la recherche constante de compétitivité et de marchés à l'exportation.**

Cela demandera, outre **une volonté politique**, un renforcement des capacités techniques et économiques **visant à transformer les bureaucraties économiques en centres d'excellence.** (Voir recommandations conférence 2012 : Comment renforcer l'efficacité de l'État.)

L'échelon régional facilitera également la sortie du « cercle vicieux » à travers **une mutualisation judicieuse** des moyens pour **alléger le poids financier et par un renforcement de l'efficacité nécessaire** des politiques notamment en matière d'éducation et de santé.

Il faudra **surmonter les réflexes de souveraineté nationale** qui sont prétextes à cloisonnement et bien convaincre les décideurs et l'opinion publique que **sans industrialisation on ne pourra pas aller à l'émergence et que, sans espace suffisant, il n'y aura pas d'industrialisation**. Et enfin, contribuer à développer et concrétiser le sentiment que « tout en étant Malien, Ivoirien, Nigérian, Congolais... il faut être avant tout fier d'être Africain ! »

COMMENT RENFORCER LA CRÉDIBILITÉ DES DISPOSITIFS D'INTÉGRATION AFRICAINS ?

En partant d'un diagnostic juste des blocages constatés et de leur origine et en définissant les mesures pour insuffler une nouvelle dynamique.

1 - DES RÉSULTATS ÉCONOMIQUES QUI SE FONT ATTENDRE

L'intégration régionale est un projet politique et économique, bâti sur un double principe de solidarité et de sécurité, vue sous l'angle holistique, comprenant la sécurité collective, l'éducation, la santé et l'emploi.

Elle n'est pas une fin en soi, mais un « moyen stratégique » de mieux intégrer l'Afrique dans le Monde. Elle a **un objectif économique affirmé : sortir l'Afrique de la pauvreté**. Le « modus operandi » proposé suppose le développement **d'un marché intérieur suffisant par blocs régionaux, puis « progressivement » au niveau continental**, le tout permettant une meilleure intégration dans les chaînes de valeur mondiales.

Or on constate que la profusion d'institutions régionales qui existe aujourd'hui sur le Continent (160) n'a **eu que peu d'effet sur le développement du commerce formel intra africain** qui plafonne aux environs de **16% du total des échanges** (contre un équivalent de 70% en Europe).

2 - DES BLOCAGES À BIEN ANALYSER

Pour refonder une dynamique de l'intégration régionale, il convient de partir **d'une analyse en profondeur des blocages actuels**.

Leurs mécanismes peuvent être **de nature différente** : manque d'informations, mauvaise compréhension, indiscipline, conflit d'intérêt...

Au **niveau des chefs d'État**, l'accord est total sur les principes dégagés par l'Union Africaine, mais **l'ardeur dans la mise en œuvre varie** selon l'appréciation du bénéfice économique escompté (leur niveau de compréhension des mécanismes de l'économie moderne est souvent faible) en rapport avec la perte de souveraineté supposée.

Ces perceptions variant d'un pays à l'autre, il conviendra de **s'appuyer sur les pays leaders** les plus réceptifs et d'avancer en créant un mouvement qui attirera les autres.

Au niveau des gouvernements et des administrations, le problème est généralement **leur faiblesse** et leurs **difficultés à imposer des disciplines**. Tiraillés par tant de contraintes, l'évolution souhaitable vers leur appropriation de l'exigence de l'intégration prendra du temps.

Le problème essentiel est **la corruption**, qui est en fait **la grande menace pour le développement**. Non seulement elle détourne des sommes très importantes d'une utilisation économique optimale pour la collectivité, mais elle distrait du travail constructif une énergie considérable. Elle **empêche de fait l'exécution de nombreux projets**. Elle vit aujourd'hui essentiellement de la rente.

Cet enrichissement par des raccourcis représente aujourd'hui une **menace pour la paix** compte tenu des frustrations grandissantes des exclus de la rente et parce qu'il compromet la réforme. Il faut d'ailleurs prévoir que **la transition** vers le nouveau modèle productif **multipliera les tensions** par rapport aux intérêts associés à la rente.

Une **majorité de la population** est également concernée par une **corruption « ordinaire »** qui s'apparente à un système d'arrangements privés (voir www.initiative-afrique.org, recommandations 2012). Elle coexiste avec un mélange de scepticisme vis à vis de l'intégration et de méfiance envers les pays voisins.

Heureusement ces préventions ne sont pas insurmontables car malgré les **fractures, territoriales, historiques et des savoirs**, héritées de l'histoire avec l'Occident, **ce qui rapproche les Africains de la région est en fait beaucoup plus fort que ce qui les différencie**. De plus le mythe positif du panafricanisme et les aspects spirituels et de solidarité restent prégnants dans la culture et leur invocation n'est pas sans effet.

3 - CINQ MESURES POUR INSUFFER UNE NOUVELLE DYNAMIQUE

L'objectif est de **gagner la bataille de l'efficacité économique** à travers **5 mesures clés**:

1^{ÈRE} MESURE :

Simplifier l'architecture de l'intégration

Il convient de **diminuer le nombre d'institutions régionales** et **les superpositions** pour se recentrer sur les plus pertinentes pour l'atteinte de l'objectif : fermeture de certaines structures régionales pour **investir davantage sur les CER définies par l'UA**, clés de voûte de l'architecture régionale.

2^{ÈME} MESURE :

Développer une « vision » stratégique endogène et réaliste :

- Construire une **vision stratégique** avec l'objectif de transformer la région en « force » politique et économique. **L'institution régionale** jouant le rôle de « **pôle d'organisation** », garante de la cohérence, de la complémentarité (en termes de subsidiarité) et de la coordination des stratégies nationales.
- S'appuyer avant tout sur les dynamiques du **secteur privé** ce qui facilitera une intégration plus efficace, **par les « projets »**. En effet, si **le secteur privé** n'est pas « autour de la table », dans un climat de complicité (et pas de méfiance) il n'y aura pas d'industrialisation! Il faut créer **un nouveau pacte** à travers **un dialogue public-privé** instituant une **concertation** par pays et régionales, entre représentants du secteur privé et du secteur public **en petit nombre** et assurer **un suivi**
- Garder un **lien avec le marché**, qui est fondamental : éliminer les obstacles au marché domestique et faire sauter les obstacles des deux côtés des frontières du marché régional. Ne pas accepter tout de suite l'ouverture totale et immédiate vis à vis des marchés internationaux.
- Bâter une **stratégie régionale** non pas figée mais « évolutive », en interaction avec les **dynamiques en cours**. Privilégier les secteurs et les investissements qui favorisent l'intégration, pas uniquement les grands projets prioritaires (comme l'interconnexion électrique) mais aussi des plus modestes (comme les échanges au niveau des étudiants par exemple).
- **Dimensionner les objectifs par rapport aux ressources**. Raisonner de **façon endogène**, sans avoir peur **d'innover** dans

la recherche de **nouveaux modèles plus inclusifs et plus équitables**, tout en s'inspirant **des bonnes pratiques** venant de partout, sans se focaliser uniquement sur l'Europe.

- **Unifier les appuis des partenaires au développement** - qui mènent aujourd'hui des actions très dispersées alimentant plus souvent la rente que la réelle structuration de l'économie - **en les alignant sur les grandes priorités** de cette stratégie.
- Donner **un contenu concret** aux **politiques sectorielles** (transport, eau, électricité, communications, recherche et développement ...) qui attireront la **mobilisation de l'épargne nationale et les investissements étrangers**. Établir des programmes d'action avec des objectifs pas majeurs mais « réalisables ».
- Enfin, **se fixer des objectifs d'intégration des échanges** (Rappel objectif Agenda 2063 : 30% d'ici 2025 ?) avec des **systèmes d'évaluation** par étapes.

3^{ÈME} MESURE :

Favoriser une « appropriation démocratique » de cette stratégie :

- **En impliquant la société civile,**

1. inverser l'approche historique de type « top down », (NEPAD) pour une approche **du bas vers le haut**. L'envie d'intégration doit être **politique** au sens large, c'est à dire **économique, sociale et partagée**.

2. susciter « **l'envie d'intégration** » : **faire comprendre** que l'intégration est un **impératif** ; stimuler **l'intérêt sur ce qui se passe dans les pays alentours**; susciter des **débats publics démocratiques** sur les choix d'investissements importants ; **communiquer sur les avantages concrets** du niveau régional, sur la santé, l'enseignement supérieur, la mise en réseau de centres de formation d'excellence, etc.

- **Bâtir une vision mobilisatrice pour la jeunesse**

Ce nouveau modèle plus juste et plus réaliste, représente **l'horizon crédible** dont la jeunesse a tant besoin aujourd'hui. Les jeunes sont au cœur de cette analyse économique, conçue pour générer davantage d'emplois

Il faut **renforcer leurs capacités** en utilisant les nouvelles technologies, **les responsabiliser**, les considérer comme « protagonistes » de ce nouvel horizon.

L'État ne pouvant plus les employer, ils doivent **développer un nouveau regard sur l'entrepreneuriat agricole et industriel**.

Pour cela il est important de vulgariser les itinéraires de réussite et mettre les jeunes dans un cadre opérationnel.

Investir **dans les domaines clés** pour eux, notamment **la Culture** qui renforce **la confiance en soi et en l'autre**

Les jeunes sont par définition **les plus ouverts** à cette intégration, bien sensibilisés aux enjeux, **ils peuvent devenir les meilleurs alliés de l'intégration régionale** et être les garants d'une **cohérence inter temporelle** dont aura besoin cette politique, pour se prémunir des fluctuations électorales.

- **Investir dès maintenant dans la génération future**

Le changement de mentalités prendra du temps. Il faut former dès maintenant les enfants à penser régional, avec des programmes d'enseignement **définis dès le primaire**.

4ÈME MESURE

Poursuivre un objectif de justice sociale et de solidarité

Le projet économique doit s'accompagner **d'un projet politique et éthique** visant également une restructuration « morale ».

Avant tout traiter **la corruption** mais aussi évoquer les **aspects éthiques** du nouveau modèle dans ses aspects lutte contre la pauvreté et plus juste répartition des revenus. Ne pas hésiter à mobiliser les pouvoirs traditionnels et religieux pour cela.

Engager **une réforme fiscale** en faveur de la production et qui taxe les rentes, notamment immobilières, et, de manière adaptée, le secteur informel.

Lutter contre les inégalités qui sont très fortes au niveau des zones régionales en accompagnant les choix de **politique de redistribution de compensation pour les petits pays ou ceux qui seraient perdants** à court terme.

5ÈME MESURE

Assurer la crédibilité de l'Institution régionale, par 3 exigences :

- **Une qualité des ressources humaines**

La capacité de mise en œuvre **dépendra avant tout de la qualité des ressources humaines**. C'est la caractéristique commune à tous les pays qui ont réussi. (Voir recommandations conférence 2012 sur : « Comment renforcer l'efficacité de l'État en Afrique ? »)

Il faut développer un **leadership de compétence reconnu** au niveau de la région.

- **Un véritable marketing des actions menées**

Beaucoup d'acquis (comme le passeport commun par exemple) ne sont pas suffisamment connus. Des plaidoyers doivent être menés. Il faut une forte communication sur des faits réels et travailler à la vulgarisation des textes

- Une plus grande **indépendance financière** des institutions régionales.

Meilleure maîtrise des charges et accès à de nouvelles ressources pérennes.

APPLICATION À LA CEDEAO : RECOMMANDATIONS POUR UN PLAN D'ACTION

La CEDEAO est une région dont les potentialités sont énormes (15 pays, 340 millions d'habitants avec une relative unité culturelle et linguistique (3 langues principales).

C'est donc une CER au sens de l'Union Africaine tout à fait pertinente et cruciale en termes de défi économique ainsi qu'en termes d'enjeux de sécurité.

C'est une région qui dispose d'un **appareil institutionnel conséquent**, calqué sur les institutions européennes, qui fonctionne avec notamment une Commission dotée d'une responsabilité exécutive dans la mise en œuvre et d'un vrai rôle de proposition à l'adresse de la Conférence des chefs d'États, clé de voûte de l'Institution.

1 - LA CEDEAO : UNE RÉGION QUI AGIT ET QUI AVANCE

- **Au plan politique et sécuritaire**, elle a fait preuve d'une **réelle efficacité** récemment dans la résolution du problème gambien. La situation reste quand même très préoccupante dans la région (3 attentats par jour en moyenne !).
- Sa **stratégie de développement économique** est ciblée sur des **priorités réalistes à court et moyen terme** visant notamment **l'industrialisation progressive** dans 4 secteurs : l'agro-industrie, les produits pharmaceutiques, les matériaux de construction, l'industrie automobile.

Elle poursuit **activement sa mission de création d'un espace sans frontières**, en œuvrant pour : la **libre circulation des personnes et des biens**, la **liberté de résidence et d'établissement**, la **liberté des échanges intra zone**, la **mise en place d'un TEC CEDEAO** (tarif extérieur commun) adopté par pratiquement tous les pays, une **Cour de Justice régionale**, la **libre circulation des services et des métiers**, la **libre circulation des capitaux** et la création projetée **d'une monnaie unique**.

Cette dernière est la plus difficile à mettre en œuvre : théoriquement prévue pour 2020, compte tenu des critères de convergence, ce délai paraît difficilement tenable et tournerait plutôt autour **de 7 à 10 ans**.

Enfin **d'importantes réformes institutionnelles sont en cours** pour **maîtriser des charges** actuellement trop lourdes de l'Institution : réduction de nombre de statutaires (27 à 17) et des commissaires (15 à 9) et diminution du nombre de députés et de membres de la Cour de justice.

2 - MAIS DES RÉSULTATS ÉCONOMIQUES INSUFFISANTS POUR INVERSER LA COURBE DE PAUVRETÉ

En ce qui concerne **le commerce interrégional, le niveau reste très insuffisant** par rapport aux objectifs depuis la création en 1975 : **15% des échanges totaux** (avec des échanges 4 fois plus importants avec l'Europe qu'au plan régional.)

Le résultat est que la croissance est trop faible par rapport à une démographie exceptionnellement élevée (5 à 6 enfants par femme) et la pauvreté augmente. Les États sont à la peine avec des **recettes fiscales d'environ 15% des budgets et des dépenses de fonctionnement de 31%**.

L'atteinte de l'objectif économique qui est le fondement des CER, est donc loin d'être atteint. Il est impératif de créer davantage de richesses, ce qui passe par l'accélération de **l'intégration économique régionale par l'application des recommandations évoquées ci-dessus**. Néanmoins dans le cas particulier de la CEDEAO, confrontée actuellement à d'importants choix stratégiques, **des recommandations plus précises s'imposent**.

3 - LA CEDEAO DEVANT 5 CHOIX STRATÉGIQUES DÉCISIFS :

1^{ER} CHOIX STRATÉGIQUE

BÂTIR UNE VRAIE POLITIQUE AGRICOLE COMMUNE

Compte tenu de la problématique de l'emploi (60% de la population vit dans les campagnes) et des potentialités de la région, **le secteur agricole et l'agro-industrie** constituent à l'évidence la **vraie priorité stratégique**.

L'objectif d'une politique d'import-substitution dans ce domaine agricole est **réaliste car** la région **peut quasiment tout produire** alors qu'elle importe aujourd'hui 50 % de sa consommation et **80% pour les produits agricoles transformés**.

De plus la croissance du secteur va se poursuivre: l'augmentation prévue de 2,5 milliards d'habitants, combinée à l'enrichissement attendu de 3 milliards d'Asiatiques va provoquer **un boom colossal de la demande**.

Prenant en compte **l'importance des réserves de terres arables disponibles**, la CEDEAO **a défini une politique de souveraineté alimentaire, l'ECOWAP**, qui se heurte à de nombreux problèmes : **fonciers, pauvreté des rendements** (coton par ex. : 1t/ha contre 7t/ha en Chine !), **pauvreté des semences, difficultés de financement, insuffisances en R&D,...**

Surtout **cette politique agricole reste très éloignée de ce qu'il conviendrait de faire : une Politique Agricole Commune (la PAC)**, analogue à celle des débuts de l'Union Européenne, qui était à la fois **incitative et protectionniste**.

Son succès historique est tout à fait transposable. Dans les années 1960 à 2000, une grande filière, le coton a connu dans 6 pays de la région une modernisation débouchant sur une réelle baisse de la pauvreté : rendement multiplié par trois sur la période, exportations de fibres atteignant **2,5 millions de tonnes et 4 milliards de dollars de CA !**

Malheureusement, **un coup d'arrêt brutal est intervenu** dans les années 2000, suite à un changement vers une politique libérale de la **Banque Mondiale** et aux **subventions américaines et européennes** à leurs agriculteurs (quelques milliers par rapport à 15 millions d'Africains concernés !)

Ceci montre que des processus ambitieux de modernisation agricole dans la région sont possibles à très grande échelle et qu'**une révolution verte est à portée de la main.**

Un rôle décisif peut être joué par la CEDEAO dans cette mise en œuvre

L'exploitation de cet énorme potentiel passe par une structuration du secteur agro-industriel à travers une connexion constructive de tous les intervenants de ce marché. La CEDEAO en tant que « pôle d'organisation » a un rôle clé à jouer (à l'identique de l'UE) à travers 6 réformes :

I 1^{ère} RÉFORME

Développer une vraie vision de long terme :

Elle est nécessaire à la **définition de politiques adaptées aux différentes filières** et à l'**« arrimage » des politiques agricoles nationales** au niveau régional

Elle examinera **le recours éventuel à des subventions ou des systèmes de stabilisation de prix**, réalistes et provisoires, le temps d'une structuration suffisante du secteur.

Elle veillera à **la cohérence des chaînes de valeur**, mélangeant des PME et des grandes entreprises, avec un contenu concret permettant d'attirer les investissements.

Elle aura **un objectif d'anticipation des changements climatiques** par des réformes climato-intelligentes. Elle inclura les aspects nutrition, sécurité alimentaire et assurance agricole.

Elle visera **l'unification impérative** des politiques agricoles trop diversifiées **des partenaires techniques et financiers**. (NASAN, G7 US, Feed Africa, etc.)

I 2^{ème} RÉFORME

Renforcer les ressources humaines de l'équipe de pilotage à la CEDEAO

Proportionner, à hauteur de l'objectif, **le nombre et la qualité des ressources humaines** actuellement en charge (aujourd'hui une quinzaine de personnes, contre un millier à la direction Agri de l'UE !).

Il sera sans doute nécessaire de les compléter par des **ressources extérieures qualifiées**, l'appui de la **BAD** et l'expertise de certains partenaires au développement (AFD ou Fondation Gates).

■ 3^{ème} RÉFORME :

S'assurer de l'implication effective des États sur cette stratégie

Le secteur agro-industriel repose sur une importante politique de service public dans laquelle **le rôle des États est capital** à travers notamment l'aménagement du territoire et les choix d'investissements **structurants** (également susceptibles d'améliorer le cadre de vie des provinces **pour retenir les jeunes dans les campagnes**)

Cette volonté de développement du secteur doit être **en rapport avec les budgets consacrés**, ce qui est loin d'être le cas (60% du budget européen est affecté à la PAC !).

A l'époque où la Banque Mondiale ciblait comme priorité le monde rural, le budget affecté était de **30% - contre 4 à 5%** actuellement.

■ 4^{ème} RÉFORME

Changer l'attitude générale par rapport au secteur privé :

La véritable force motrice de cette construction c'est le secteur privé particulièrement à capital local, grandes entreprises comme PME, qu'il faut associer aux prises de décision stratégiques **et soutenir vigoureusement**. Or les acteurs privés sont souvent sous-estimés. **Il faut changer ce regard. L'État ne doit pas avoir honte d'aider le privé** (voir l'exemple de l'Europe et aujourd'hui du plan Maroc vert !).

L'État doit savoir **se concentrer** sur ses responsabilités propres (infrastructures, subventions, réglementation, normalisation, opérations pilotes, recherche, enseignement) et fournir au privé **le meilleur cadre de développement possible**. Et pour le reste **privatiser**.

Le problème de **financement long** particulier à l'agriculture doit amener à reconsidérer la nécessité de **Banques de Développement** et à multiplier le recours aux **PPP**.

■ 5^{ème} RÉFORME

Modifier profondément le système éducatif

L'enseignement est peu orienté vers le concret et les métiers, notamment dans la partie francophone. Seuls **3% des élèves s'orientent aujourd'hui vers le domaine agricole** d'où un manque criant de jeunes adaptés aux problèmes du terrain.

Il est urgent de changer l'orientation actuelle en rapprochant l'école et l'entreprise et en intégrant davantage le secteur privé dans la formation.

Il faut également pousser la politique de **start-up dans le domaine agricole et adapter la fiscalité**, actuellement dissuasive, aux processus longs et fluctuants de l'agriculture.

■ 6^{ème} RÉFORME

Viser la compétitivité du secteur agricole

Quels que soient les modèles d'agriculture - agrobusiness ou exploitations familiales - il faut impérativement **professionnaliser l'agriculture**, pour se confronter toujours davantage au marché.

L'agriculture comme l'agro-industrie sont des **métiers très structurés** qui supposent une **R&D** permanente. Le problème des **normes** est crucial pour développer les échanges. De même que la maîtrise de la chaîne logistique et des conditionnements

Il faut être accueillant aux investissements étrangers **en privilégiant les solutions de co-investissements et les transferts de technologie.**

Néanmoins partant des niveaux actuels, **les réserves d'amélioration de productivité sont considérables.** De nombreuses synergies sont à attendre du renforcement de l'intégration régionale : baisse des coûts de transport, de l'énergie, effets d'échelle et apprentissage,... Cette évolution sera en outre facilitée par **les formidables évolutions technologiques** (météo par portable, drones, petites centrales électriques solaires, etc.) qui peuvent être rapidement assimilées (cf. développement fulgurant du portable).

En mettant progressivement en cohérence tous ces facteurs **la zone CEDEAO a tout pour devenir à terme dans le secteur agro-industrie l'une des zones les plus compétitives et les plus puissantes au monde !**

« OSER » L'ÉVOLUTION DU FRANC CFA

La monnaie est un domaine complexe qui ne doit cependant pas être tabou. « Oser » le désarrimage du CFA de l'euro est devenu une option moins risquée que de perpétuer un système qui a eu historiquement ses avantages, mais bloque aujourd'hui l'évolution.

Il convient de constater que le **CFA n'a pas favorisé l'intégration régionale** (11 % des échanges intra-régionaux - en comparaison : EAC 23%, SADC 15%, UE 70%) et n'a pas permis de sortir de la spécialisation primaire des économies, qui bénéficie surtout aux élites rentières locales.

Le **nouveau modèle tourné** vers une économie de production et d'industrialisation croissante suppose d'agir sur tous les facteurs de compétitivité. La flexibilité des taux, reflétant l'état réel de l'économie, en fait partie. Cette **mutation est devenue urgente** et les conditions de sa mise en œuvre étant plus réalistes aujourd'hui qu'en 1994 (l'élasticité de la production locale va croissante), **il faut enclencher au plus tôt le processus.**

La politique monétaire doit s'inscrire dans cette politique générale qui consiste à mettre toutes les dynamiques en marche en même temps (fluidification des échanges internes, meilleur environnement des affaires, infrastructures, monnaie) en **renforçant la compétitivité des facteurs de production et des salaires.**

À l'intérieur de cette nouvelle politique monétaire mieux adaptée à la réalité d'une région en voie de diversification économique, **la monnaie doit jouer sans attendre son rôle symbolique et structurant :**

- « **Symbolique** » : on doit tenir compte du fort ressentiment de la jeunesse et marquer cette volonté de changement de modèle productif : changement de **dénomination et fabrication en Afrique**. Domiciliation autre que **le Trésor français** pour les réserves en devises (BRI ?).
- « **Structurant** » : dans le sens d'une amélioration de la compétitivité des facteurs de production avec le désarrimage de l'euro et d'une **flexibilité encadrée** dans un serpent monétaire aligné sur **un panier pertinent de monnaies.**

Les modalités d'une **mise en œuvre « gradualiste »** sont importantes. Une certaine dépréciation souhaitable est à attendre (beaucoup plus faible que lors de la dévaluation de

1994) et avec des études d'impact à anticiper. Elle devrait faciliter le rapprochement envisagé avec la zone Naira et l'avènement de la monnaie unique CEDEAO.

La mise en œuvre de cette réforme vertueuse devrait pouvoir se faire en douceur avec l'aide de la France et de la communauté internationale qui ont tout intérêt à ce que l'Afrique réussisse.

3^{ÈME} CHOIX STRATÉGIQUE

PRUDENCE CONCERNANT L'ÉVENTUELLE ENTRÉE DU MAROC !

Le Maroc est redevenu membre à part entière de l'Union Africaine. C'est un des pays les plus dynamiques au plan économique, et un maillon très important de la sécurité de la sous-région. C'est incontestablement un des moteurs du développement économique et de l'intégration de l'Afrique.

Néanmoins **l'Union Africaine a défini les étapes de l'intégration régionale**, à travers le passage par l'étape des 6 CER, géographiquement et culturellement cohérentes.

Cette méthode est sage dans la mesure où elle établit **une progressivité dans la construction globale** à partir de la consolidation par étapes **d'ensembles géographiques et culturels relativement homogènes**. C'est un gage d'adhésion des populations et de réussite d'un processus dont on réalise qu'il n'est pas si évident à concrétiser dans les faits.

C'est également **une des leçons à tirer de l'expérience européenne**, où incontestablement l'élargissement trop rapide s'est fait au détriment de l'approfondissement, créant des problèmes non encore vraiment résolus.

De plus, il est recommandé pour des raisons d'efficacité nécessaire de **simplifier** l'enchevêtrement des institutions régionales en prenant appui sur les 6 CER établies par l'UA et **de bien stabiliser ces régions de base** pour mieux approfondir leur intégration.

De ce point de vue, le Maroc fait clairement partie de la région UMA et beaucoup moins au plan géographique historique et culturel de la région CEDEAO. Tordre ce principe, en contradiction avec cette notion d'équilibre et de progressivité voulue par l'UA, risque à la fois de **compliquer** le processus de consolidation de la CEDEAO **et de compromettre** définitivement la réalisation de l'UMA...

Surtout, le processus de construction du marché intérieur de la CEDEAO à partir du développement des entreprises ouest africaines est à peine ébauché. Il est recommandé de **laisser un peu de temps à ces « jeunes pousses africaines »**, pour se déployer et par effet d'apprentissage et d'échelle, se muscler suffisamment, pour affronter la concurrence étrangère. **La règle de bon sens doit être : pas d'élargissement avant le renforcement.**

C'est d'ailleurs la position affirmée aujourd'hui fermement par **plusieurs syndicats patronaux africains** dans les pays qui sont en phase de développement industriel, comme le Nigéria, le Sénégal, la Côte d'Ivoire,...

Ainsi durant cette période transitoire de construction, **il n'est pas souhaitable de démanteler les barrières douanières actuelles.** Notamment dans des domaines prioritaires comme l'agriculture où la puissance du Maroc à travers son plan « Maroc vert » et ses subventions à l'agriculture, recréeront des conditions de concurrence asymétriques.

Ceci ne devrait compromettre en rien le développement des relations économiques avec le Maroc, déjà spectaculaire ces dernières années dans les conditions actuelles. Il est même souhaitable de **l'accélérer dans le cadre d'un partenariat** visant à développer les **co-investissements** avec des partenaires locaux, pour **l'associer à cette intensification de la production locale,** tout en renforçant **des transferts de technologie.**

Ceci ne devrait pas contrarier le Maroc, s'il prend en considération l'importance pour l'Afrique de l'Ouest, de sortir de sa « trappe à pauvreté » et de développer ses propres opérateurs économiques. Ce qui augmentera le « gâteau futur » à se partager au niveau continental, en totale conformité avec le schéma prévu par l'UA.

Ce raisonnement de bon sens concerne aussi **l'aspect institutionnel.**

La CEDEAO, est en pleine réforme institutionnelle, ce qui prend du temps et de l'énergie. L'Institution n'est pas stabilisée et il importe fondamentalement **de ne pas la fragiliser** mais au contraire de la **renforcer en priorité** avant de l'élargir. Tous les efforts et les ressources humaines limitées, doivent être **concentrées** sur cet objectif.

Enfin, la CEDEAO des peuples ne peut se faire sans consulter les peuples...

RENFORCER L'INTÉGRATION AVEC LE NIGÉRIA

- **L'atout du Nigeria.**

Il existe **certains faux préjugés à propos du Nigéria** qu'il convient de combattre. Les universités nigériennes s'ouvrent à la sous-région et l'apprentissage du français y est désormais obligatoire.

Le Nigéria est en avance sur ce nouveau modèle de l'entreprise et sur l'objectif de diversification des économies (le Nutella importé côtoie dans l'alimentation une multitude de produits transformés localement !).

En fait il n'y aurait pas de sous-région sans le Nigéria ! La preuve en est l'affaiblissement de la CEDEAO (dont le Nigéria assure 60% du financement) quand le Nigéria est en crise.

Le Nigéria, c'est aussi l'accès à **l'énergie moins chère à portée de la main**, carburants entre autres, qu'il suffira de transporter par les routes en construction.

Ce géant de 150 millions d'habitants représentera **le 3^{ème} pays du monde en 2050** avec 450 millions d'habitants. Il permettra de **massifier le marché intérieur** et de pousser vraiment la **compétitivité**. Avec de bonnes routes, les pays alentours profiteront davantage de ce géant. Leur niveau de vie plus bas en bénéficiera, facilité par la future monnaie commune.

L'intégration du Nigeria est donc impérative. Elle peut paraître stressante pour certaines populations alentours et certains dirigeants mais il leur faut quitter leur « zones de confort » actuelles, car la confrontation peut être très féconde. C'est l'intégration des peuples, **la société civile bien conscientisée, qui devra pousser à cette évolution** indispensable à l'avènement du nouveau modèle.

Tout le monde finalement en bénéficiera, à la condition bien sûr que cela se passe dans **un cadre démocratique** :

- **Pour créer une vraie intégration, 3 dynamiques sont prioritaires :**

- Les routes (et/ou rail)**

« Là où il y a route, il y a développement ! » Elles généreront **une formidable transformation de la physionomie de la région**. Cela favorisera **la décentralisation** et la prise en charge des gens par eux-mêmes, étant plus indépendants des administrations. **De nouvelles activités se créeront**. Les usines seront davantage éparpillées sur le territoire et les gens moins concentrés sur les villes. Cette massification territoriale donnera le déclic à des grands groupes qui s'y intéresseront. Sans parler de la possibilité

d'exploiter enfin les multiples richesses enfouies dans les sous-sols de nombreux pays...

Les corridors et « pays frontières »

Les frontières actuelles, qui séparent artificiellement des communautés ayant des liens sociaux économiques et culturels très anciens, vont devenir **de nouveaux pôles économiques et sociaux**, à partir de projets concrets intégrant les acteurs locaux.

Les grandes universités régionales, avec des spécialisations pays permettront en mutualisant les coûts de **renforcer leurs niveaux et de tisser les liens entre les étudiants**.

5^{ÈME} CHOIX STRATÉGIQUE

RENÉGOCIER LES APE SANS ÉTATS D'ÂME

Les **APE** qui n'ont été **signés par aucune région**, doivent être appréhendés avec les observations suivantes :

- Les **avantages** prétendument « nouveaux » d'un accès au marché européen, en contrepartie d'un démantèlement douanier africain, sont **très faibles** car l'Europe d'aujourd'hui, conformément aux règles de l'OMC, a déjà considérablement désarmé. Par contre, **les inconvénients sont certains** en termes de baisse de recettes douanières qui représentent encore pour un certain temps l'essentiel des ressources des États, déjà très fragilisés.
- La « carotte » de **la subvention du PAPED** rentre dans la logique des vases communicants de fonds européens qui restent en réalité dans les mêmes enveloppes globales et seront de toute façon dépensés. D'autre part, il faut sortir de cette logique qui fonctionne principalement sur le principe de l'aide et qui alimente surtout la rente.
- **Les âpres négociations menées pays par pays avec quelques accords partiels ont fractionné l'unité de la région** (5 régimes de tarifs extérieurs!), ce qui n'est pas sans inconvénient sérieux par rapport à l'objectif de la politique commune. Là aussi, attention à la logique « partenariale » d'un accord, qui sous prétexte de construire un développement endogène, participe finalement plutôt à sa désintégration !

De plus les APE ne marcheront pas car, au-delà du peu d'avantages à en retirer, il semble évident que le Nigéria n'acceptera jamais.

RECOMMANDATIONS POUR RENFORCER L'INSERTION DE L'AFRIQUE DANS LA MONDIALISATION

Au regard des nombreuses hésitations observées sur des choix pourtant cruciaux, un minimum d'introspection est apparu souhaitable pour dégager les erreurs à éviter dans le futur des relations internationales.

1 - LES ENSEIGNEMENTS : UN MANQUE DE CONCERTATION ET DE CONFIANCE EN SOI

- Il y a une **faiblesse actuelle des États** de la région dans les relations internationales : Beaucoup de dirigeants sont à la traîne dans la compréhension profonde des mécanismes économiques et on ne dispose pas au niveau de chaque pays de négociateurs chevronnés en nombre suffisant.
- **On suit la « mode » des idées** qui ne sont pas forcément adaptées à notre stade de développement. En fait, « on n'est pas prêt », mais on n'ose pas le dire.
- On est toujours principalement **dans une logique d'aide**, or l'aide, même si elle reste utile, est, comme base du développement, fondamentalement derrière nous.
- Sur les APE, le Maroc... la diplomatie du chèque offre des avantages à court terme au niveau de la rente, mais fonctionne de manière **contradictoire avec cette démarche de développement endogène**. On fait le contraire de l'objectif qu'on poursuit.
- Il y a **déni de démocratie** : pas de débats publics informatifs sur ces sujets. Il n'y a aucune consultation, alors que c'est l'avenir de la région qui est en jeu!
- Le **Continent manque de stratégie**. On ne voit pas « venir », on n'utilise pas les avantages et les points forts, c'est à dire la taille et le potentiel réel du Continent.

2 - REPRENDRE CONFIANCE DANS LA DYNAMIQUE DU MODÈLE D'INTÉGRATION

- **Les fondements de la dynamique d'intégration** et de son effet de levier **sont réels** et doivent être internalisés par des plaidoyers efficaces.
- **Le privé national** est aujourd'hui **vraiment à l'œuvre**, avec la volonté nécessaire et **il demande avant tout qu'on ne lui mette pas d'entraves**. Pareil pour la société civile et les jeunes, un mouvement fort est en marche.
- Il n'y a pas de fatalité africaine : l'Afrique suit la même trajectoire que les autres ont suivie ! Il faut **intégrer la notion de temps et saisir les dynamiques** (il y a 20 ans dans la plupart des pays francophones, il n'y avait parmi les nationaux, pratiquement que des fonctionnaires !)
- On est dans la bonne direction mais **il faut qu'on nous laisse le temps** de construire nos avantages comparatifs et c'est à nous de le faire, personne ne le fera à notre place.
- **Le moment d'agir c'est maintenant**, en terme « d'opportunité » (comme « de risque » pour la sécurité), il faut « oser ». C'est dans les difficultés que se trouve le chemin ! L'intégration est un **processus**, qu'on doit accélérer.

3 - UN CHANGEMENT D'ATTITUDE EST NÉCESSAIRE :

- **Construisons résolument notre modèle** en approfondissant l'intégration économique de nos régions définies par l'UA, conformément à l'agenda 2063,
- **Optimisons nos ressources**, sans se laisser distraire des objectifs principaux (pas de tabou monétaire, ni APE), en évitant les risques de fractionnement et en avançant.
- **Mettons l'intégration en œuvre avec pragmatisme**, en se mettant dans un cadre opérationnel. Qu'est-ce qu'on peut régler maintenant et dans le futur... etc.
- **Développons entre les pays un niveau équivalent de compréhension** à partir d'un accord **sur un socle de principes**, pour éviter le risque de discontinuité, quels que soient les gouvernements qui viendront.

- **Transcendons nos mythes de souveraineté nationale**, qui nous fragilisent. On a vu que chaque pays n'a pas les moyens d'envoyer des personnes compétentes sur chaque négociation (il y a aujourd'hui 1800 négociateurs pour le Brexit !) ... La mutualisation des moyens est indispensable, il faut des task forces communes, coordonnées par la CEDEAO.

- **Consacrons le maximum de rigueur et de travail** à ce grand projet de construction et, si elles sont agréées, à la mise en œuvre effective des recommandations.

- **Associons étroitement les jeunes** et aidons-les à mieux structurer leur réflexion économique.

4 - POUR UNE NOUVELLE APPROCHE DES NÉGOCIATIONS INTERNATIONALES

- **Il ne faut pas être naïf.** Dans les négociations internationales, personne ne fera notre travail à notre place. Le mimétisme n'est pas la bonne stratégie. Il faut des solutions africaines concertées au niveau régional.

- Il faut savoir **résister aux pressions** et éviter des décisions insuffisamment réfléchies. (cf. les Chinois : ils avancent prudemment dans le cadre de stratégies mûries à l'avance ; quand ils sentent la faille, ils n'hésitent pas à remettre en cause).

- Passer d'une **stratégie** « réactive » à une stratégie « **prospective** » pour saisir les opportunités au bon moment.

- On assiste à un déclin du multilatéralisme et à la **multiplication des accords bilatéraux**. Tout le monde négocie tout le temps ! Il convient de **sélectionner nos partenaires**, selon leurs apports à notre stratégie.

- **L'Europe** est naturellement un partenaire privilégié pour nous, mais il faut de l'interaction et qu'elle comprenne que faire surgir un concurrent est dans son intérêt.

- Il faut **réévaluer la question du risque** en Afrique, dont la perception actuelle est très exagérée.

- Il faut **avoir confiance en nous-mêmes**, car sur le fond tout le monde réalise qu'il n'y a pas intérêt à laisser l'Afrique s'enfoncer et que le marché de l'avenir, c'est le continent.

• **La question de la transformation sur place doit devenir évidente**, car l’Afrique, riche en matières premières, va arriver bientôt à une masse critique impressionnante de 2 milliards d’habitants ! Il faut utiliser cette réalité pour inciter les investisseurs étrangers à se mettre dans la transformation, plutôt que dans les matières premières.

CONCLUSIONS

Le fondement de notre stratégie envers nos partenaires est désormais :

- **Vous, privés, venez « produire » (co-produire) chez nous !**
- **Vous, ensembles régionaux étrangers** -notamment de proximité comme l’Europe- acceptez provisoirement une certaine dissymétrie de rattrapage en **facilitant un accès réel à vos marchés** et en privilégiant le « trade » plutôt que l’ « aid » !
- **Vous partenaires techniques et financiers (PTF) unifiez** vos soutiens, **dans le sens voulu par les Africains**, à travers leurs institutions régionales !

L’Afrique est le lieu géographique du futur et tout le monde a intérêt à ce qu’elle se construise.

Pour cela **le meilleur moyen est de l’aider dans son intégration régionale.**

Si on laisse se disloquer ce qui existe, **sa « désintégration » - toujours possible- affectera le monde entier !**